

# la Croix

www.la-croix.com

## Samedi & Dimanche

samedi 22, dimanche 23 février 2014

Quotidien n° 39817

1,50 €

# Cultiver autrement

À l'occasion du Salon de l'agriculture, « La Croix » a rencontré, dans la Marne et dans la Meuse, des agriculteurs qui travaillent autrement, en respectant davantage l'environnement. Quel est l'avenir de l'agroécologie ? **P. 2 à 4**



L'église Saint-Élias à Homs.

### SYRIE

Le patrimoine religieux en danger **P. 11 à 13**

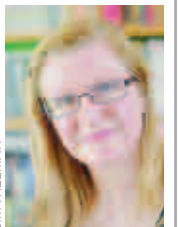
### EN FAMILLE

Avec les Lapins crétiens au Futuroscope **P. 26**



### RENCONTRE

Ingrid Loyau-Kennett, héroïne tourmentée **P. 6 et 7**



### CHRONIQUES

Les uns et les autres, par Geneviève Jurgensen ..... **P. 5**

Passion(s), par Jean-Claude Raspiengeas . **P. 20**

L'humeur des jours, par Bruno Frappat ..... **P. 28**



Suivi des peuplements de carabes sur un couvert de blé. Ces insectes sont étudiés comme auxiliaires des cultures.



M 00140 - 222 - F : 1,50 €





**ENQUÊTE** Alors que s'ouvre aujourd'hui le Salon de l'agriculture, « La Croix » est allée à la rencontre de ces agriculteurs du XXI<sup>e</sup> siècle qui revoient leur façon de travailler pour davantage respecter l'environnement, tout en gardant des rendements élevés. Avec espoirs et incertitudes

# Les petits pas de l'agroécologie

LIGNON (Marne), BONZÉE (Meuse)  
De notre envoyé spécial

**U**ne pluie fine balayée par le vent, des coteaux en pente douce surplombés par un épais ciel d'ardoise : en ce matin de février, le paysage champenois ne trahit pas sa réputation. Le sol est tellement gorgé d'eau qu'à chaque pas des paquets de terre s'accrochent aux chaussures. Pas suffisant pour dissuader Mickaël Jacquemin de s'avancer d'une dizaine de mètres à l'intérieur de sa parcelle. D'une main ferme, l'agriculteur arrache une tige qui dépasse d'un épais tapis vert. « C'est du colza, un résidu de la précédente culture, explique-t-il. Et là, tout autour, c'est de la vesce, une légumineuse que j'ai plantée après la dernière récolte pour enrichir le sol. »

Cheveux châtain au-dessus d'un visage carré, Mickaël Jacquemin dirige avec son épouse une exploitation de 396 hectares, à Lignon, dans le sud de la Marne, un territoire à forte dominante agricole. Malgré le léger brouillard, ses parcelles sont faciles à reconnaître : ce sont les seules encore vertes. « La plupart de mes voisins continuent à labourer, souligne-t-il. En cette saison, leurs champs sont nus et prennent même, par endroits, une teinte blanchâtre. Le labour est si profond qu'il remonte un peu de craie du plateau argileux, ce qui n'est pas très bon pour la fertilité des sols. »

C'est justement pour favoriser la vie organique de ses parcelles et les préserver de l'érosion que Mickaël Jacquemin a décidé de ne plus labourer et de semer directement sur le sol non travaillé des cultures intermédiaires. Une technique qui permet de réduire sa consommation d'engrais azoté, d'économiser des heures de tracteur, donc aussi d'abaisser sa facture de carburant... Et qui constitue l'un des piliers de l'agroécologie, cette agriculture du XXI<sup>e</sup> siècle vers laquelle le gouvernement veut emmener les 300 000 exploitants français.

Ses partisans affirment que cette nouvelle façon de produire permet de concilier performance économique et respect de l'environnement. À mi-chemin entre les agricul-



Mickaël Jacquemin, partisan de l'agroécologie, a décidé de ne plus labourer et de miser sur la diversification des cultures.

tures bio et intensive (lire page 4), elle se fonde sur une meilleure connaissance des écosystèmes et sur l'utilisation des technologies de pointe. Elle suppose que les agriculteurs parviennent à tirer le meilleur parti des ressources naturelles des sols et des plantes, pour être économes en produits phytosanitaires, en eau et en énergies fossiles. Stéphane Le Foll, qui se plaît à parler d'agriculture « doublement performante », en a fait son cheval de bataille, avec son programme « Produisons autrement ».

Confrontés à la pratique, les bienfaits apparaissent évidents. L'exploitation de Mickaël Jacquemin, qui fait partie du réseau FERM-Ecophyto, s'est fixé pour objectif de consommer 30 % de produits phytosanitaires de moins qu'un indice de référence servant de moyenne départementale. « Pour les herbicides, nous sommes, moi et deux fermes voisines, à un indice de fréquence de traitement de 1,2, contre 1,7 en moyenne, montre-t-il. Hors herbicides, l'écart est plus grand encore : 1,9, pour 3,7. »

Il faut dire que l'agriculteur ne ménage pas ses efforts. Dans son exploitation, la diversité des cultures est impressionnante : chanvre, pomme de terre, luzerne, féverole, orge, tournesol, colza, blé...

La gestion de la fertilisation est également réalisée au plus juste, les besoins de chaque parcelle étant calculés par un logiciel informatique, qui prend en compte les analyses des sols effectuées chaque année, à la fin de l'hiver et de manière plus poussée tous les cinq ans. « On creuse 20 cm pour ●●●

## REPÈRES

### LE 51<sup>e</sup> SALON DE L'AGRICULTURE

#### ● Thématique

Pour souligner le dynamisme du monde agricole, les organisateurs de Salon international de l'agriculture ont choisi pour thème « L'agriculture en mouvement ». Sera notamment mis en avant le secteur des machines agricoles : tracteurs bardés de technologie, avec informatique embarquée,

guidage par GPS et écrans tactiles ; robots de traite capables d'analyser le lait, de composer pour l'animal une ration sur mesure à avaler, ou de communiquer en temps réel avec l'éleveur ; drones susceptibles d'aider les céréaliers à avoir une meilleure connaissance de l'état de leur parcelle... Mais le Salon continuera aussi à faire la part belle aux animaux, avec plus de 4 000 bêtes à découvrir. Cette année, la vache

qui a servi à réaliser l'affiche du Salon est une Tarentaise de 7 ans, nommée Bella.

#### ● L'agriculture en France

Le secteur agricole emploie 952 000 personnes, dont 163 000 salariés. Environ 70 % des matières premières agricoles produites en France y sont également transformées. Avec 9,5 milliards d'euros d'excédents commerciaux en 2013, l'agroalimentaire est

l'un des premiers secteurs industriels du pays.

#### ● Le Salon en chiffres

693 752 personnes ont visité le salon en 2013, « soit 1% de la population française », précisent les organisateurs. Cette année, on attend 1 300 exposants, venus de 22 pays. 16 400 vins et 4 663 produits participeront au Concours général agricole.

#### ● En pratique

Ouvert tous les jours, du samedi 22 février au dimanche 2 mars, de 9 heures à 19 heures. Une nocturne est organisée le 28 février jusqu'à 23 heures. **Tarifs :** 13 € (6 € pour les 6 à 12 ans et les étudiants, gratuit pour les moins de 6 ans)

#### ● Pour en savoir plus :

www.salon-agriculture.com ou 01.49.20.45.06.



●●● connaître le phosphore, la potasse, la magnésie ou le zinc contenus dans la terre: on envoie l'échantillon à un laboratoire, précise Mickaël Jacquemin. Une année, j'ai essayé un autre système de prévision par satellite, mais il était difficile à mettre en place. À terme, nous achèterons peut-être un drone à plusieurs. »

La mise en application de ces nouvelles méthodes de travail est toutefois loin d'être évidente. D'abord parce qu'elles obligent les agriculteurs à se remettre en question. « Mon père et mon grand-père labouraient, mes voisins labourent, les agriculteurs travaillent ainsi depuis des centaines d'années... Il faut un gros travail sur soi pour évoluer et assumer de faire autrement. Surtout qu'avec les rejets et les cultures intermédiaires, mes parcelles ne semblent pas aussi propres que celles des autres. »

Ces pratiques ne sont également pas sans risques. « Le froid et le gel auraient dû tuer la vesce, poursuit l'agriculteur. Mais cette année, nous n'avons pas eu d'hiver. Alors je me demande si je ne vais pas être obligé de passer un désherbant pour m'en débarrasser car, sinon, le colza que j'ai planté risque d'être pénalisé. » Un comble!

Plus rageant encore, Mickaël Jacquemin reconnaît que, en novembre, il s'est décidé à labourer quelques parcelles, contraint et forcé. « L'une des techniques, pour économiser des produits chimiques, est de retarder la date des semis du blé d'une dizaine de jours. Cette année, j'avais donc décidé de planter mon blé à partir du 10 octobre. Mais à partir du 5, il s'est mis à pleuvoir et ça ne s'est jamais arrêté. Je me suis retrouvé avec une terre friable et collante. Impossible de passer avec mon semoir. J'ai fait le têtù jusqu'à fin novembre et j'ai fini par labourer. Mon blé a donc été semé avec deux mois de retard sur la date théorique. Les rendements vont forcément s'en ressentir. »

**« Faire de la vente directe, c'est un facteur de responsabilité. Les clients nous interrogent sur notre façon de travailler, sur les produits que nous passons sur les pommes. Ces questions agissent comme des piqûres de rappel. »**

À 140 kilomètres de là, Nathalie et Étienne Benoît, membres du réseau Farre (lire page 4), se sont eux aussi lancés dans l'agroécologie, mais avec d'autres méthodes et sur une autre production: l'arboriculture. Le couple est parti de zéro en 1988. Ancien conseiller à la chambre d'agriculture pendant quatorze ans, Étienne Benoît a acheté ses huit premiers hectares cette année-là, pour créer les vergers d'Arifontaine. Il en possède désormais 13, dont 10 plantés de pommiers, pour une production totale de 500 tonnes de fruits (une vingtaine de variétés de pommes, mais aussi des poires, des abricots et des pêches).

« Dès 1991, nous avons choisi d'écouler une partie de notre production en vente directe, explique l'arboriculteur, âgé de 57 ans et père de trois enfants. C'est le moyen de valoriser les petites quantités et d'être indépendant de la grande distribution. » Mais cette organisation impose aussi de s'ouvrir aux 5 000 personnes qui passent chaque année dans le petit magasin tout décoré de bois, situé à un jet de pierre du verger. « Faire de la vente directe, c'est un facteur de responsabilité, reconnaît Étienne Benoît. Les clients nous interrogent sur notre façon de travailler, sur les produits que nous passons sur les pommes. Ces questions agissent comme des piqûres de rappel. »

Par penchant naturel, mais aussi pour pouvoir répondre à ces interrogations, le couple a progressivement essayé de diminuer sa consommation de produits phytosanitaires, en utilisant



Étienne et Nathalie Benoît (ci-contre) ont créé les vergers Arifontaine et diminuent progressivement les traitements phytosanitaires. Ils pratiquent aussi la vente directe de leurs produits. Ci-dessous, trois techniques utilisées dans l'agroécologie: l'enherbement de parcelles de vigne qui permet de protéger le sol; une coccinelle et un diffuseur de phéromones pour lutter contre les insectes parasites.



les méthodes de la « lutte intégrée ». Il s'agit de protéger les cultures par diverses méthodes aussi respectueuses de l'environnement que possible. « Nous ne passons plus aucun traitement chimique contre le carpocapse, la principale chenille de la pomme, explique par exemple Étienne Benoît. Quand les vols de papillons sont importants, on pose des pièges à phéromones pour capturer les mâles sur des plaques engluées. On utilise aussi des techniques de confusion sexuelle, de telle sorte que les mâles et les femelles ne se retrouvent pas, et qu'elles ne puissent pas pondre dans les fruits. » De même, Étienne Benoît utilise désormais un stimulateur de défense – sorte de « vaccin » du pommier – produit à base d'algues marines, utilisé en agriculture biologique. Problème: ce produit n'est actif qu'une dizaine de jours,

ce qui oblige à repasser le traitement très régulièrement.

Au total, Étienne Benoît estime qu'il parvient à économiser quatre ou cinq passages d'insecticides par an. « Ces techniques ne seront jamais aussi simples d'utilisation que les méthodes traditionnelles, reconnaît-il. Elles demandent aussi plus de travail, plus de temps d'observation. La notion de prise de risque est déterminante: avec la chimie, c'est facile, on gagne à tous les coups, mais quand on sort des sentiers battus, il faut bien évaluer les avantages et les inconvénients et tenir, sans pour autant mettre en péril sa récolte et son exploitation. »

D'ailleurs, Étienne Benoît reconnaît qu'il continue à traiter la tavelure, un champignon qui fait des taches noires sur la pomme et la rend invendable. « Il n'existe pas de trai-

tement naturel, donc je suis obligé d'utiliser des fongicides. Malgré toutes nos précautions pour éviter leur prolifération, il nous est arrivé de passer jusqu'à 15 traitements car c'est un champignon très virulent. »

Signe qu'ils sont confiants, Mickaël Jacquemin et Étienne Benoît portent, tous deux, une attention particulière à la biodiversité sur leurs exploitations. Depuis longtemps, Étienne Benoît plante des fleurs et des haies. Quant à Mickaël Jacquemin, il compte carrément se lancer dans l'apiculture: 70 ruches et les essaims arriveront au printemps, chez lui. « Certes, je continue à utiliser des produits chimiques pour protéger mes pommes de terre par exemple, mais c'est le signe que je le fais en quantités raisonnables. »



# L'agriculture, une profession, plusieurs pratiques



Replantation de haies d'essences mélangées en plaine céréalière dans le Bassin parisien.

Alors que les modes de production intensifs souffrent d'une piètre réputation, un nombre croissant d'agriculteurs cherchent à mettre en avant de bonnes pratiques environnementales. Les expériences sont nombreuses et variées.

Tous les paysans le savent : il n'y a pas « une », mais « des » agricultures. Pour désigner les pratiques les plus répandues, on parle généralement d'agriculture « conventionnelle » ou, selon un terme moins neutre, d'agriculture « intensive ». Ce mode de production s'est diffusé essentiellement à partir de 1962 et de la grande loi Pisani, qui a donné à l'agriculture française les moyens de devenir autosuffisante et compétitive. Bref, de produire plus et moins cher, grâce à une extraordinaire modernisation, fondée sur les progrès scientifiques et techniques dans le domaine de la chimie et des engins agricoles, sur la sélection variétale des semences...

Cette agriculture est aujourd'hui montrée du doigt pour sa dépendance aux énergies fossiles et ses atteintes à l'environnement. Une partie des 300 000 exploitants français cherche donc à s'en démarquer. Les adjectifs accolés au mot d'« agriculture » ont donc écloré comme fleurs des champs ces dernières années.

En France, deux pratiques font l'objet d'une définition officielle :

● L'agriculture « biologique », bien connue des consommateurs avec son logo AB. Un cahier des charges strict s'impose aux exploitants labellisés. Il interdit notamment l'usage de produits chimiques ou l'élevage hors sol. Fin 2012, 24 425 exploitations s'étaient engagées dans la démarche, soit 3,82 % de la surface agricole française.

● L'autre mode de production reconnu par une certification officielle est l'agriculture « à haute valeur environnementale » (HVE), un concept né à la suite du Grenelle de l'environnement. Au départ, sa définition faisait l'objet d'un consensus entre le monde paysan et certaines associations écologistes (dont France nature environnement), mais sa mise en application s'est révélée délicate. Seuls 80 agriculteurs ont atteint le troisième niveau de certification, le seul qui comprend une obligation de résultat (intrants limités à 30 % dans le chiffre d'affaires).

Cette certification HVE a remplacé l'ancienne agriculture « raisonnée », qui fait aussi l'objet d'une certification. Sa promotion était assurée par l'association Farre, proche du principal syndicat agricole, la FNSEA. Les exploitants étaient, par exemple, encouragés à réduire leur utilisation de produits phytosanitaires ou à gérer de manière économe les ressources en eau. Seuls 3 000 à 4 000 agriculteurs avaient franchi le pas en dix ans, ce qui a entraîné sa disparition.

Les autres termes désignent plutôt des pratiques précises que les paysans peuvent mettre en œuvre sur tout ou partie de leur exploitation. L'agriculture « de conservation » préconise la fin du travail du sol (en particulier du labour) et la couverture des parcelles entre deux récoltes par l'implantation de cultures intermédiaires. L'agriculture « de précision » promeut l'utilisation de nouvelles technologies pour ajuster les pratiques au plus près du besoin des plantes. L'agroforesterie désigne l'association d'arbres et de cultures ou d'animaux sur une même parcelle...

Ces techniques, qui toutes cherchent à mieux prendre en compte les enjeux environnementaux, sont portées par des réseaux d'agriculteurs et des groupes de recherche très actifs, comme Base ou l'Institut de l'agriculture durable. À Angers, l'économiste et agronome Michel Griffon a aussi initié une démarche globale et très constructive autour du concept d'« agriculture écologiquement intensive ».

« La politique agricole commune s'est verdie. Il faut en profiter. »  
« L'agriculture souffre de ces chapelles, il faut en sortir, s'inquiète toutefois Gilles Maréchal, directeur de Farre. Nous sommes à une transition, la nécessité de ne plus considérer l'environnement comme une contrainte se répand, la politique agricole commune s'est verdie. Il faut en profiter. »

Le projet de loi d'avenir de l'agriculture, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, entend prendre des mesures pour « emmener l'ensemble des agriculteurs français vers l'agroécologie », précise-t-on au ministère. La mise en place des groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) en est l'une des mesures phares. L'idée est d'inciter les agriculteurs à se regrouper par terroir, bassin de production ou bassin-versant et à s'engager dans une démarche de transition de leur mode de production. En contrepartie, ils devraient bénéficier d'aides publiques.

SÉVERIN HUSSON

## ENTRETIEN MARION GUILLOU

Présidente d'Agreenium, ancienne PDG de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra)

« C'est une énorme mise en route collective qu'il faut engager »

Marion Guillou a publié en mai 2013 un volumineux rapport sur l'agroécologie. Elle explique comment diffuser ces nouvelles pratiques agricoles.



CHRISTOPHE MAITRE / INRA

Comment définissez-vous l'agroécologie ?

**Marion Guillou :** Pour dire les choses simplement, il s'agit d'agricultures doublement performantes, qui permettent de concilier compétitivité économique et respect de l'environnement. Cela suppose de considérer l'écologie non plus comme une contrainte sous forme de normes à respecter, mais comme l'un des objectifs des systèmes de production. C'est presque une conception politique de l'écologie, qui, au lieu d'être vérifiée a posteriori, devient partie prenante des pratiques agricoles.

Cette agriculture existe-elle déjà ?

**M.G. :** Bien sûr, à l'étranger, mais aussi en France, où des agriculteurs pionniers sont déjà engagés dans la double performance. Ils sont souvent organisés en réseaux, qui intègrent parfois des coopératives. Des structures comme Terrena, Triskalia ou Calisol, pour en citer une moins connue, parviennent à faire évoluer des milliers d'agriculteurs ensemble, avec des résultats mesurables en termes d'économie d'utilisation de produits phytosanitaires, par exemple.

Combien d'exploitations sont entrées dans cette démarche ?

**M.G. :** Difficile de donner un chiffre précis, car les démarches sont diverses et souvent locales. Sans doute des dizaines de milliers.

Quels points communs relient ces agriculteurs ?

**M.G. :** Les éleveurs cherchent généralement à devenir autonomes pour l'alimentation de leur bétail, au lieu, par exemple, d'acheter des tourteaux de soja importés. Les céréaliers diversifient leurs cultures, certains ne labourent plus, décalent les dates de semis, couvrent leurs sols par des cultures intermédiaires... Tout cela permet de favoriser la vie dans le sol, pour en tirer profit pour la robustesse et la qualité de la production. Mais, généralement, deux difficultés communes apparaissent aussi : un temps de travail et d'observation allongé et un endettement croissant. Car, pour être mises en place, ces démarches innovantes requièrent des investissements.

Comment inciter les 300 000 exploitants français à faire évoluer leurs pratiques ?

**M.G. :** Les

pionniers ont essayé les plâtres, il faut que leurs expériences servent à d'autres qui ont moins le goût du risque. Il est donc indispensable d'accumuler les références, de capitaliser les acquis techniques. Nous estimons aussi nécessaire d'encourager les regroupements, car, pour mener une transition, mieux vaut être nombreux pour pouvoir discuter, s'ajuster. Il faut aussi repenser les programmes de l'enseignement agricole, former tous les conseillers des chambres d'agriculture, des coopératives et des instituts techniques. Soit plusieurs milliers de personnes !

Faut-il labelliser les démarches agroécologiques ?

**M.G. :** Ce serait difficile, car il n'y a pas de modèle unique. En plus, les systèmes sans cahier des charges national détaillé sont plus favorables à l'innovation. Enfin, l'intérêt pour un agriculteur d'être certifié est de faire reconnaître ses progrès, afin d'être rémunéré en conséquence. C'est la démarche du bio, dont les produits se vendent plus chers que les autres. Or, si les consommateurs sont prêts à payer un aliment qui offre un bénéfice pour leur santé, ils ne semblent pas disposés à le faire pour un produit qui respecte l'environnement. Un porc non élevé aux antibiotiques pourra être payé plus cher par le consommateur ; un porc dont le lisier a été traité pour éviter une émission de gaz à effet de serre, non.

Alors il faudra d'autres incitations...

**M.G. :** Oui, les politiques publiques doivent trouver les moyens de rendre ces évolutions possibles et même favorables aux intérêts de l'agriculteur. Comme il n'y aura pas de fonds supplémentaires, il faut déjà réorienter tous les dispositifs existant. Nous proposons aussi d'instaurer des certificats d'économie de produits phytosanitaires calqués sur les certificats d'économie d'énergie. C'est une énorme mise en route collective qu'il faut engager. L'agriculture sait le faire : elle a déjà énormément changé ces dernières années.

RECUEILLI PAR SÉVERIN HUSSON